FLN : BELKHADEM RÉPOND À SALAH GOUDJIL :

«Nous n'avons plus grand-chose à nous dire»

On s'attendait à un discours conciliant, en réplique à la déclaration apaisante de Salah Goudjil de la veille, mais Belkhadem surprend tout le monde : «A l'issue de notre deuxième rencontre, j'ai dit à Goudjil que nous n'avons plus grand-chose à nous dire» ! Sauf retournement miraculeux, le dialogue avec les «redresseurs» aura vécu.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Le SG du Front de libération nationale aura donc choisi, comme tribune, l'ouverture de la session extraordinaire du comité central, hier samedi à l'hôtel Ryadh de Sidi Fredj, à Alger, pour marquer la rentrée politique, la sienne et celle du parti, par une fracassante sortie.

Certainement dopé par la présence massive des membres du CC (298 sur les 350 que compte le parti), Belkhadem opte pour l'offensive.

«J'ai pris l'initiative de rencontrer un représentant des mécontents, à savoir Salah Goudjil. Pour essayer de comprendre ce qu'ils veulent. En fait, il s'agit de revendications et non pas de débat autour du programme du parti ou sur ses orientations idéologiques», lancera le SG du FLN en direction d'un CC entièrement acquis.

«J'ai demandé à Goudjil de me remettre la liste des membres du comité central dont il conteste la légitimité par exemple. Il en était incapable». Il ajoutera : «J'ai longuement expliqué à Goudjil que les membres du comité central ont été élus par le congrès et que seul ce dernier est habilité à les en exclure, éventuellement. Je lui ai également proposé de venir, lui et son groupe au sein du CC pour que je mette mon mandat à l'épreuve des urnes, à bulletins secrets. Il a refusé».

Ceci étant, le ton tourne au vitriol, frisant le mépris, dès que Belkhadem évoquera la deuxième rencontre avec Salah Goudjil, d'il y a quelques jours.

«A notre deuxième rencontre, j'ai retrouvé chez Goudjil le même discours. Non seulement, il n'y avait rien de nouveau, aucune évolution, mais j'ai eu affaire à un exposé caricatural, redondant et franchement ennuyeux !» Et d'enchaîner : «Il était beaucoup plus question de positionnement et d'élections. Puis il me dit clairement que si on n'accédait pas à ces demandes, ils (les redresseurs, ndlr) sont prêts à confectionner des listes parallèles aux prochaines élections, voire même à aller rejoindre d'autres formations politiques. A ce moment-là, je lui ai répondu que puisque tel était le cas, nous n'avons plus grand-chose à nous dire, lui et moi.»

Photo : Samir Sid

Abdelaziz Belkhadem.

Dans une répartition des rôles savamment orchestrée, c'est l'un des dinosaures du FLN, Mustapha Mazouzi, qui ouvre les débats : «Monsieur le SG, je vous propose d'en finir définitivement avec ces sécessionnistes et dès aujourd'hui. Je vous propose que les travaux du comité central prévus sur deux jours prennent fin aujourd'hui même, avec la constitution d'un groupe de travail qui va statuer définitivement sur les cas des ces gens-là» ! Une forte ovation couronne cette intervention.

En réalité, la «proposition» de Mazouzi était une décision prise la veille par Abdelaziz Belkhadem.

En fait, deux points étaient inscrits à l'ordre du jour : la stratégie du parti en prévision des prochaines élections et l'état du parti. Convenu entre Belkhadem et Goudjil, ce point consistait en la participation des redresseurs à cette session du comité central où Belkhadem allait annoncer un remaniement dans la composante du bureau politique.

«Nous avons supprimé ce point de l'ordre du jour et, avec, la deuxième journée des travaux donc, à la suite de la lettre envoyée par Goudjil à Belkhadem annonçant le boycott des redresseurs», nous explique une source proche de la direction nationale. Plus que jamais, la porte du dialogue est définitivement fermée.

Et Belkhadem adopte clairement la posture belliqueuse lorsqu'il traite Goudjil et ses compagnons de «simples sous-traitants agissant pour le compte d'autres forces qui finiront par apparaître au grand jour !»

«Le SG fait allusion à Mouloud Hamrouche et, à un degré moindre, à Ali Benflis dont les partisans ont d'ailleurs boycotté la réunion aujourd'hui», nous explique un fidèle du ministre d'Etat.

En d'autres termes, c'est Abdelaziz Belkhadem, le candidat à la présidentielle, qui s'était exprimé hier…

K. A.

LOUISA HANOUNE À BOUTEFLIKA :

«Il serait suicidaire de ne pas engager des réformes»

Pour la SG du PT, l'Algérie connaît une dynamique sociale hors du commun, et ce, à tous les niveaux. Louisa Hanoune pense que le président doit se pencher, sans trop tarder, après la fin de congé du gouvernement, sur les réformes annoncées le 2 mai de l'année en cours. «Le contraire serait suicidaire», prévient-elle.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le changement, pour la SG du Parti des travailleurs, qui a réuni hier ses cadres à Alger, doit toucher en premier lieu «les instituions mafieuses héritées du parti unique et de la décennie noire».

Ces mêmes institutions, qui, aux yeux de Louisa Hanoune, ruinent l'économie nationale depuis des années, doivent laisser la place à d'autres établissements capables de faire dans la prévention et la planification de véritables stratégies à court, moyen et long terme».

La première responsable du PT n'a pas omis de citer le ministre de l'Enseignement supérieur, Rachid Herraoubia.

13 000 bacheliers ont eu la malchance d'être orientés vers des filières autre que leur choix, un chiffre qui renseigne sur les difficultés liées aux inscriptions et aux choix des nouveaux étudiants. «Pourquoi attendre qu'il ait un marasme ? Pourquoi les bonnes décisions n'ont pas été prises à temps ?», s'est-t-elle interrogée.

Lorsque la SG du PT vient au secours de Ould Abbès

S'exprimant sur la pénurie qui touche actuellement 300 médicaments dont 160 vitaux, la SG du PT, tout en félicitant la dénonciation des lobbies par Ould Abbès, s'est montrée perplexe quant aux mesures à prendre pour contrecarrer ce qu'elle a qualifié d'«acte criminel».

«Le ministre de la Santé a eu le courage de dire que les enfants de certaines personnalités sont derrière les lobbies mafieux qui détiennent le monopole du marché du médicament. Il est vrai qu'il a dit qu'il ne se laissera pas faire, mais entre temps, nous n'avons vu aucune mesure prise», a-t-elle souligné, tout en appelant le gouvernement à «prendre des décisions fermes contre ces lobbies criminels qui ont réussi à mettre à genou l'Etat algérien».

Et s'il y a les enfants de X ou Y, derrière, c'est une «raison de plus», ajoute-t-elle.

Photo : Samir Sid

Louisa Hanoune, SG du PT.

«Certains cadres d'Air Algérie font dans la provocation »

Tout en saluant, les travailleurs communaux, les anesthésistes, les agents de sécurité de la SNTF qui pour lui veut leur mouvement de protestation pour les acquis jusque-là arrachés, Louisa Hanoun n'a pas manqué de s'interroger sur les intentions douteuses de certains responsables d'Air Algérie qui, à ses yeux, font dans la provocation après que les deux parties eurent réussi à trouver un terrain d'entente. «Le personnel naviguant d'Air Algérie a fait preuve de sagesse et du sens des responsabilités en gelant son mouvement de débrayage dès qu'il a eu des garanties. Mais apparemment, certains responsables de la compagnie, qui ne cessent de faire des déclarations incendiaires et provocatrices suivies de menaces de licenciement, veulent que les choses reviennent à la case départ», a-t-elle dénoncé, tout en se demandant à qui profite la situation et qui est derrière cette volonté d'aller vers l'impasse.

M. M.

À PROPOS DE L'AFFAIRE DE L'ARRESTATION DU P/APC DE ZÉRALDA :

«C'est une gigantesque bouffonnerie !»

Pour Louisa Hanoune, l'affaire de l'arrestation du P/APC de Zéralda, qu'elle dit «digne des films américains et des scénarios hollywoodiens», interpelle le gouvernement et le président de la République pour assainir le secteur de la justice. Qualifiant l'arrestation de Mouhib Khatir, qui «a osé s'opposer aux intérêts de la mafia», de «gigantesque bouffonnerie» ou encore d'«affaire trouble», la SG du PT pense qu'il est plus qu'urgent d'entreprendre sérieusement les réformes, à commencer par le secteur de la justice.

«Cela démontre l'excès du trafic d'influences et il faut vite mettre fin à cette tromperie. Car non seulement ce genre de scandale ouvre les portes aux ingérences étrangères mais encore casse la volonté de tout citoyen honnête de se présenter candidat aux élections municipales», a-t-elle conclu.

M. M.